



Communication & Influence

N°154 - Avril 2024

Quand la réflexion accompagne l'action

L'influence par l'imposture, le cas clinique de la IV^e République : le décryptage d'Eric Branca

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Impostures de l'Épuration, faux résistants et vrais collabos, imposteurs de la guerre froide, complotiers et complotistes, mensonge au cœur de l'État... autant de chapitres qui composent le dernier opus d'Eric Branca, historien et journaliste. Dans sa République des imposteurs (Perrin, 2024), il montre comment, au sein d'une IV^e République en pleine déliquescence – "l'une des périodes les plus folles de l'histoire contemporaine" – à tous les étages de la société, le travestissement, le mensonge, la dissimulation deviennent les artifices communs pour triompher dans ce nouveau monde. D'où ce constat : "L'imposture, c'est un fait, est inséparable de la notion d'influence. Le mot est dérivé du latin imponere qui signifie imposer mais aussi, par extension, "en imposer à quelqu'un" pour le tromper." De fait, vu sous cet angle, il est indéniable que "l'imposture constitue la face noire de l'influence."



Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Eric Branca rappelle une règle qui lie imposture et capacité à influencer sur la vie publique : "S'inventer un passé avait pu contribuer à dompter le présent et, parfois, à rester en vie. Continuer à mentir allait désormais servir à modeler l'avenir, à conquérir le pouvoir puis à le conserver."

Comment l'imposteur parvient-il à ses fins ? De quelle façon parvient-il à acquérir de l'influence lors même que la sphère publique est sensée être ouverte et contrôlée par tous ? Bref, quelles sont les "recettes" les plus classiques utilisées par les imposteurs pour s'imposer ?

L'imposture, c'est un fait, est inséparable de la notion d'influence. Le mot est dérivé du latin *imponere* qui signifie imposer mais aussi, par extension, "en imposer à quelqu'un" (*alicui imponere*) pour le tromper - on parle alors d'*impostura*. En un mot comme en cent, l'imposture constitue la face noire de l'influence. Rabelais écrit

dans *Gargantua* : "La peste ne tue que le corps ; l'imposture empoisonne les âmes". Les victimes de l'imposture sont donc d'abord des individus sous influence. À titre individuel - ce qui n'est pas le sujet de ce livre - ou à titre collectif, dans un contexte politique donné. Si j'ai choisi la IV^e République, c'est parce qu'elle m'est apparue comme archétypale d'une période de transition qui donne toutes leurs chances aux imposteurs. Des mythomanes et des escrocs, on en trouve certes à toutes les époques, mais ce qui frappe dans le contexte de l'après-guerre, c'est la rapidité avec laquelle ils colonisent les postes clés



de la politique et de l'économie et l'impunité quasi absolue dont ils bénéficient.

Je ne vois qu'un équivalent dans notre histoire contemporaine : le Directoire (1795-1799), autrement dit la séquence qui suit la Terreur et qui précède la grande remise en ordre napoléonienne. Une séquence propice aux mêmes impostures que dans la société d'après-guerre avec ses nouveaux riches et ses usurpateurs, ses corrompus et ses corrupteurs, ses agents de l'étranger qui se font passer pour des patriotes et, s'agissant des années Quarante, ses ex-collabos devenus des épurateurs modèles... Tout cela

Le triomphe de l'imposture sous la IV^{ème} République, c'est [...] l'histoire d'un État qui n'assume plus sa fonction de garant de l'intérêt général au point de laisser les malfaiteurs de tous ordres influencer l'État et développer leurs réseaux jusqu'au cœur des instruments régaliens.

sur fond de complots réels (comme celui dit de la Pentecôte, en 1949) ou inventés (comme le Plan bleu, en 1947) et, dans tous les cas, instrumentalisés par la naissance de la Guerre froide qui aura conduit chaque camp à transformer le reste de l'humanité en entité diabolique. Tandis que l'Amérique et le bloc communiste s'affrontent par procuration sur des théâtres périphériques (l'Indochine, la Corée...), l'Europe de l'Ouest en général et la France en particulier servent de laboratoire à leurs *soft powers* respectifs : les Américains prennent l'avantage dans l'ordre économique avec le Plan Marshall et son cortège d'impostures

consistant à faire passer celui-ci pour du pur altruisme alors qu'il participe à la colonisation non seulement matérielle mais aussi culturelle du vieux continent ; quant aux communistes, via leurs "compagnons de route", signataires de l'Appel de Stockholm et autres militants antinucléaires type Joliot-Curie — le pionnier français de l'atome ! — ils investissent le champ du pacifisme pour en faire leur principal vecteur d'influence.

Le décor étant posé, la réponse à votre question va de soi : l'imposteur parvient d'autant mieux à ses fins que la situation s'y prête ; que la société est mûre pour accepter ce qu'on appelle aujourd'hui son "narratif". Comme les rescapés de la Terreur révolutionnaire, les Français qui sortent de l'Occupation, laquelle fut aussi une guerre civile franco-française, veulent faire table rase du passé, ce qui est humain. Ils veulent croire que, désormais, "tout est possible", comme l'écrit François Mauriac dans son livre de 1945, *Le bâillon dénoué* (Grasset). L'ennui, c'est que certains ont traduit "tout est possible" par "tout est permis". D'où les destins que je retrace et dont la concentration dans le temps et dans l'espace est vraiment sans précédent, sauf, je le répète, sous le Directoire. Voyez un personnage comme Joanovici, le ferrailleur diabolique qui s'enrichit grâce aux Allemands (non sans s'être rendu complice des pires crimes de la "Carlingue", autrement dit la Gestapo de Paris, à 100% française et composée pour partie de policiers "ripoux" et de caïds du Milieu) et qui, sentant le vent tourner, finance *in extremis* le réseau de résistance des policiers parisiens et se reconvertit, à la Libération, dans le trafic de surplus américains. Aussi extravagant qu'apparaisse aujourd'hui son pedigree, il n'est qu'une "vedette" parmi d'autres de cette période d'impostures tous azimuts.

De même que le Directoire fut une pépinière d'imposteurs en raison de l'anomie institutionnelle qui caractérise le passage

de la Révolution à l'Empire, de même la IV^{ème} République en fut une autre avant que la V^{ème} ne restaure l'État. N'oublions pas que si de Gaulle a quitté le pouvoir, en janvier 1946, c'est parce que les partis de la III^{ème}, ressurgis du néant, ont refusé la révolution institutionnelle qu'il proposait aux Français pour leur éviter de retomber dans les errements du régime précédent... C'est ainsi que la Quatrième fut, d'emblée, une Troisième en pire : un régime d'impuissance et de scandales dépourvu de la mystique républicaine - celles des "hussards noirs" - qui avait caractérisé les années 1871-1914...

On voit dans votre livre comment les impératifs de puissance et les renversements d'alliance amènent à fermer les yeux sur la réalité des individus. Est-ce à dire que l'adage La fin justifie les moyens est in fine consubstantiel au devenir – notamment politique et géopolitique – des sociétés ?

Entre un prévaricateur comme Verrès, au dernier siècle de la République romaine, un corrompu comme Barras, sous le Directoire, ou un trafiquant d'influence comme Roger Peyré - la "vedette" de l'affaire dite des généraux, en 1949, qui a mis en péril la vie des soldats français engagés en Indochine en vendant au Vietminh un rapport secret-défense après s'être enrichi une première fois comme fournisseur des uniformes de la Milice entre 1940 et 1944 ! - quelles différences ? Très peu dans l'ordre de la nature humaine. À ceci près que Verrès est exécuté par Marc-Antoine, Barras proscrit par Bonaparte... mais que Peyré disparaît avec son magot en Amérique du Sud, sans que ses complices, situés parfois au plus niveau de l'État, soient inquiétés le moins du monde ! On voit bien que si les hommes ne changent pas, la tolérance au crime et à la corruption varie selon les époques et les régimes qu'ils produisent... Il est dans l'ordre des choses qu'un État décide souverainement de passer l'éponge sur des faits graves pour des raisons d'ordre public – c'est la raison même de la prescription et de l'amnistie, deux concepts hérités du droit romain – ou encore qu'il décide de recycler individuellement d'anciens adversaires devenus *hic et nunc* utiles à l'intérêt national...

Mais le triomphe de l'imposture sous la IV^{ème} République, c'est bien autre chose que cela ! C'est l'histoire d'un État qui n'assume plus sa fonction de garant de l'intérêt général au point de laisser les malfaiteurs de tous ordres influencer l'État et développer leurs réseaux jusqu'au cœur des instruments régaliens que sont l'armée (voir l'affaire des généraux) et la police – c'est l'incroyable affaire dite des "bijoux de la Begum", bien oubliée aujourd'hui mais que je développe longuement car elle constitue un précipité de toutes les tares du régime.

Le comble est atteint avec l'affaire des *Stay Behind* (littéralement : "ceux qui sont derrière"), ces armées secrètes de l'OTAN implantées en France par le Pentagone et la CIA à l'insu du public – ce qui peut se comprendre – mais aussi – ce qui s'apparente à une occupation déguisée – de la quasi-totalité des présidents du conseil et des ministres français de la Défense ! Pensez que cette structure, créée en 1948 par le gouvernement américain pour résister à une éventuelle invasion soviétique, a réuni en France des milliers de membres, géré des centaines de dépôts d'armes clandestins, et qu'il a fallu attendre 1990 pour que leur existence (jusqu'alors qualifiée de "mythe" !) soit officiellement reconnue par le gouvernement Rocard. Dans ce cas précis, l'imposture, pendant près d'un demi-siècle, fut de qualifier d'imposteurs (on ne parlait pas encore de "complotistes") ceux qui dénonçaient cette réalité ! ■

EXTRAITS

Comment les imposteurs acquièrent de l'influence...

Dans l'introduction de son livre (La République des imposteurs, op. cit.), Éric Branca met au grand jour une évidence que l'on a parfois peine à admettre. A savoir qu'en des périodes de transition à haut risque – et cela vaut à des siècles d'écart – "le travestissement fut l'artifice le plus usité, à tous les étages de l'édifice national, pour s'adapter aux temps nouveaux". Et de fait, "rarement société ne se mentit autant à elle-même ni chacun à son voisin avec une telle audace... Et pour parler franchement, avec une telle impunité." Explications.

[Les extraits des p. 3, 4 et 5 sont ici reproduits avec l'aimable autorisation de l'auteur et des éditions Perrin.]

Les aubaines de la table rase

"Dans son film *Un héros très discret*, Jacques Audiard met en scène un mythomane (Albert Dehousse, joué par Mathieu Kassovitz) qui parvient à se faire passer pour un ancien de la France libre et à intégrer comme officier l'armée de la Libération. À l'exception de cette forgerie, assurément méprisable si l'on songe aux résistants authentiques qui moururent dans l'anonymat sans solliciter jamais la moindre distinction, Dehousse n'a rien à se reprocher et pas de sang sur les mains. Comme beaucoup de Français, il n'a pas résisté, mais pas collaboré non plus. Pendant l'Occupation, il a vécu, terré aux côtés de sa mère, dans le culte d'un père idéalisé, prétendument tombé au champ d'honneur de l'autre guerre... alors qu'il mourut sur le zinc d'un bistrot, un soir de permission. Ayant triomphé de toutes les suspicions au point d'être nommé au grade de lieutenant-colonel, Albert, devenu un "épurateur" modèle, étouffe pourtant sous le poids de ses mensonges et finit par se dénoncer à ses supérieurs. Mais ceux-ci ne trouvent rien de mieux à faire que de le juger à huis clos et de l'engager, après une peine de prison symbolique (pour bigamie !), à poursuivre sa carrière dans l'administration, en échange de son silence sur leur propre aveuglement !

Saluée à juste titre lors de sa sortie, cette fiction n'est pourtant qu'une bluette comparée à la réalité évoquée dans les pages qui vont suivre, incursion dans l'envers méconnu de l'après-guerre. Un arrière-monde négligé par l'historiographie contemporaine car difficilement réductible aux typologies rassurantes qui font rimer Occupation avec Collaboration et Libération avec rédemption. [...] La démocratie retrouvée succédant à la double coercition exercée par l'occupant et ses auxiliaires de Vichy, nul besoin de rappeler combien, entre 1940 et 1944, la rupture fut brutale dans l'ordre politique, juridique et constitutionnel. Mais comment imaginer un instant que la césure fut aussi nette, s'agissant du corps social et, *a fortiori*, des individus ? Entre la fin des années noires et l'avènement des "Trente Glorieuses", qui démarrent avec le plan Marshall (1948-1952), on aurait tort d'assimiler l'après-guerre de la France à une "aube nouvelle", pour reprendre le titre d'un hebdomadaire communiste de l'époque ! On peut même dire que l'ambition de faire table rase suscita plus de clair-obscur que de franche clarté."

Quand l'usurpateur est en position d'influer sur la vie publique

"Telle est la principale ambition de ce livre : montrer qu'en cette période de transition, le travestissement fut l'artifice le plus usité, à tous les étages de l'édifice national, pour s'adapter aux temps nouveaux. Depuis la prétention vénielle destinée à embellir la réalité jusqu'à l'imposture suprême visant à changer d'identité pour tromper ses concitoyens, en passant, chez les responsables politiques, par la dénonciation de faux complots ou la dissimulation d'authentiques séditions, rarement société ne se mentit autant à elle-même ni chacun à son voisin avec une telle audace... Et pour parler franchement, avec une telle impunité.

Il faut dire qu'en renouant avec les pires travers de la III^e République finissante (instabilité chronique, corruption endémique, impuissance internationale...) sans se montrer capable de ressusciter la mystique démocratique et sociale qui avait fondé sa légitimité originelle, la IV^e du nom fut le décor propice d'un immense jeu de rôle. Ses protagonistes ne furent pas seulement des mythomanes ou de classiques escrocs tirant leur pouvoir de l'impérialisme de l'État, mais bien souvent d'authentiques "salopards" – selon la terminologie d'alors – et parfois des assassins passés sans transition du statut de collaborateurs des nazis à celui de "princes" du "système", pour reprendre l'expression rendue célèbre par Michel Debré." [Extraits des p. 11 à 14]

Quelques liens vers des vidéos où Éric Branca développe les thèmes exposés dans son livre

Quoi de neuf en Histoire ? <https://www.youtube.com/watch?v=o72GUFk3TX4> ;

La France après 1945 : qui étaient ces faux résistants ? <https://video.lefigaro.fr/figaro/video/la-france-apres-1945-qui-etaient-ces-faux-resistants-les-explications-deric-branca/>

Historiquement Show – Après-guerres : <https://www.youtube.com/watch?v=puAtPRRSuvk>

Après guerre, le temps de la confusion et des impostures : <https://www.youtube.com/watch?v=InEF9UMcyyM>

Pour rappel, Éric Branca est déjà intervenu à deux reprises dans les colonnes de *Communication & Influence*. Une première fois pour ce qui reste indiscutablement son best-seller, à savoir *L'ami américain – Washington contre de Gaulle, 1940-1969* (Perrin, août 2017) : http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_septembre_2017_Eric_Branca.pdf

Éric Branca a également été notre invité en septembre 2022 à l'occasion d'une analyse qu'il fit quant à la course de vitesse que se livrèrent en 1945 les services occidentaux et soviétiques pour récupérer les ex-élites techniques du III^e Reich, les "blanchir" et utiliser leurs compétences dans une Guerre froide alors naissante (*Le roman des damnés – Ces nazis au service des vainqueurs après 1945* - Perrin, 2021). Cet entretien s'intitulait *Recycler ses ex-ennemis pour optimiser sa puissance et son influence*. Il peut être téléchargé grâce au lien suivant : http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_janvier_2022_Eric_Branca.pdf

EXTRAITS

Changement d'identité, usurpation et capacité d'influence dans la vie publique

Dans son dernier opus (La République des imposteurs, op. cit.) Eric Branca montre comment, au cours des grandes périodes de crise, le changement d'identité constitue une manœuvre indispensable à la survie, certes, mais plus encore à la capacité d'acquérir de manière fallacieuse une authentique influence dans la vie publique. Démonstration.

Un terreau favorable à toutes les usurpations

"Au propre comme au figuré, l'après-Révolution comme l'après-guerre furent prodigues non seulement en profits illicites, mais aussi [...] en fraudes à l'état civil et en manipulations de tous ordres visant à effacer ou à réécrire son passé... Au temps des Incroyables et des Merveilleuses comme dans les années triomphantes du jazz et de l'existentialisme, il arrive en effet qu'on change de peau comme de chemise ! Dans les dernières années du XVIII^e siècle, se faire passer pour un autre est une pratique aussi répandue que les jeux de hasard dans les alcôves du Palais-Royal. Et qui, cela va sans dire, rapporte davantage et plus souvent que la roulette à qui souhaite repartir de zéro !

Les rares historiens à s'être penchés sur ce phénomène peu connu sont formels : en dépit du décret révolutionnaire du 20 septembre 1792 confiant aux mairies la responsabilité des registres d'état civil (jusqu'alors tenus par les paroisses, sous la forme des répertoires baptismaux qui en tenaient lieu), et malgré l'œuvre de rationalisation titanesque entreprise par l'administration napoléonienne, il faudra attendre le milieu du XIX^e siècle pour que l'identification des Français devienne une science exacte. La cause principale réside bien sûr dans les bouleversements inhérents à l'époque : changements de régimes et donc d'institutions, mouvements populaires entraînant la destruction par incendie de nombreux dépôts d'archives, sans parler des ravages de la guerre, civile ou étrangère.

D'où l'aubaine offerte aux citoyens désireux d'opérer une mue salvatrice, soit pour se soustraire à la conscription, soit pour échapper aux proscriptions politiques ou aux rigueurs de la justice ordinaire. Cité par l'historien Gérard Noiriel, un rapport établi en 1820 à la demande du chancelier Pasquier, garde des Sceaux de Louis XVIII, conclut que "nulle part les registres ne sont tenus correctement". Antidates, ratures, surcharges, omissions fréquentes et confusions diverses, le tableau est dévastateur. À Caen, par exemple, on estime à 60 000 les pièces d'état civil à rectifier ! Dans l'arrondissement de Bellay (Ain), six communes sur 111 possèdent des registres conformes à la loi. Dans les zones rurales, il arrive que près de la moitié des naissances échappent à l'état civil, proportion attestée en comparant les listes établies par les maires avec les certificats de baptême rédigés par les curés !

En 1944-1945, le désordre qui affecte l'administration produit des effets similaires et suscite les mêmes vocations d'usurpateurs. Les bombardements alliés ont détruit de nombreuses mairies et parfois, comme dans la Manche, l'intégralité des archives publiques. Surtout, la Résistance a été une pourvoyeuse active de faux papiers. Leurs auteurs, qui les ont souvent fabriqués au péril de leur vie, parfois sous le couvert des services publics auxquels ils appartenaient, n'ont pas toujours connaissance de leurs destinataires. Or certains documents créés *ex nihilo* ont pu tomber entre des mains malveillantes, au sein des réseaux eux-mêmes ou, à la faveur d'arrestations, chez les auxiliaires français de l'occupant (police, Milice, agents de la Gestapo). C'est dire la masse, par définition non quantifiée, de matériel documentaire en surnuméraire circulant librement à la Libération. Une quincaille du pousser-au-crime, au sein de laquelle il était inévitable que certains fassent leur marché !"

Une faille opportune entre deux mondes

"Rarement la formule rimbaldienne "Je est un autre" n'aura été autant d'actualité qu'en ces années où l'optimisme de la paix retrouvée, attestée par le baby-boom, cohabite avec les séquelles de la guerre civile franco-française que fut aussi l'Occupation. Il faut dire que les transfuges de la Collaboration ne sont pas les seuls à profiter de l'air du temps pour changer de nom. Il y a aussi les malfaiteurs dont certains ont aggravé leur cas en s'engageant au service de l'ennemi (en particulier dans la Gestapo de Paris, surnommée la "Carlingue") et d'autres qui, voyant pâlir l'astre du Reich, se sont rachetés une conduite en rejoignant *in extremis* la Résistance, tel le Corso-Marseillais Paul Leca.

À l'inverse, l'envie de tirer gloire de son engagement favorise aussi l'innovation patronymique. Le résistant Jacques Delmas devient le célèbre Jacques Chaban-Delmas ; l'ancien patron des services de renseignements de la France libre, André Dewavrin, n'est plus connu, à partir de 1945, que sous le nom de colonel Passy, son pseudo dans la clandestinité. Au même moment, des milliers de Juifs rescapés des horreurs de la déportation francisent eux aussi leur patronyme ou l'abandonnent carrément, comme l'avionneur Marcel Bloch, qui, rentré de Buchenwald, devient Marcel Dassault. Bref, la mémoire et l'oubli poussent, pour une fois, la roue dans le même sens !

L'opinion, elle, oscille entre deux extrêmes : la volonté légitime de punir dans l'urgence les collaborateurs les plus en vue, au risque de bâcler leurs procès, comme ce fut le cas de celui de Pierre Laval – au point qu'à son retour de déportation, Léon Blum lui-même écrivit au général de Gaulle pour réclamer qu'on en reprît l'instruction *ex nihilo* ! – et le désir, non moins ardent là encore, de passer à autre chose. Un balancier permanent qui vaudra par exemple à René Bousquet, ancien secrétaire général de la Police de Vichy et coorganisateur de la rafle du Vél'd'Hiv, d'être acquitté en 1949 par la Haute Cour de justice, au terme de seulement trois années de prison..." [Extraits des p. 21 à 24]

EXTRAITS

Les archives explosives de Jacques Foccart, tirées de la Fondation Charles de Gaulle

Pour retracer les "exploits" de certains personnages cités dans La République des imposteurs (op. cit.), Eric Branca s'est servi de la documentation constituée après-guerre par Jacques Foccart sur les principales figures de la Quatrième, lesquelles s'ingénient alors à barrer la route du pouvoir au général de Gaulle et à son RPF. Des dossiers qui lui servent aussi à éviter l'infiltration du mouvement gaulliste par des éléments indésirables. Explication.

Mythomanes et délateurs à l'assaut des partis

"Comment s'étonner, dans un contexte aussi délétère, que les mythomanes et les délateurs de tous poils tentent d'investir les partis politiques renaissants et surtout qu'ils y parviennent largement ? L'auteur de ces lignes a pu consulter un matériau de première main mis à sa disposition par la Fondation Charles de Gaulle : plusieurs cartons d'archives récemment exhumées du fonds RPF et contenant des enquêtes internes diligentées par la direction du mouvement sur des adhérents au profil pour le moins suspect, dont la plupart seront radiés, mais aussi sur des personnalités désireuses de devenir ses "informateurs" dans le cadre de la lutte anticommuniste. L'impression générale est saisissante, et l'examen du détail... parfois explosif.

Ces enquêtes n'ont en effet rien d'anodin. Elles résultent de signalements assez fondés pour avoir été pris au sérieux par Jacques Soustelle et Jacques Foccart, les deux secrétaires généraux successifs du RPF - le premier de 1947 à 1951, le second de 1951 à 1955. Résistant de la première heure, Soustelle fut, rappelons-le, patron de la DGER de 1944 à 1945 (le contre-espionnage français de la Libération, issu du BCRA, le service secret de la France libre), lequel donnera à son tour naissance au SDECE ; quant à Foccart, dont le Général fera, en 1958, l'un de ses conseillers les plus écoutés en matière de renseignement, au-delà même de ses fonctions officielles à la tête du Secrétariat général aux affaires africaines et malgaches, c'est aussi un ancien de la Résistance et de la DGER...

C'est dire combien ces hommes-là, quand on les alerte sur l'infiltration du RPF par des éléments indésirables ne se contentent pas de collecter des informations qui parfois ressemblent aux dénonciations des années noires. Pour démasquer les anciens collaborateurs en quête de virginité, les affairistes désireux d'avoir un pied dans la place si le Général revenait au pouvoir, les escrocs de grande et de moins grande facture (sans parler des affabulateurs et autres déséquilibrés susceptibles de se transformer en autant de bombes à retardement), ils mobilisent tout ce que comptent leurs réseaux personnels dans les services de renseignement ou la police, pour valider ou, au contraire, infirmer les informations qu'ils reçoivent. Fiches des Renseignements généraux ou "blancs" issus du SDECE ou de la DST viennent grossir leurs dossiers.

Après de nombreuses semaines passées à les consulter, on en vient presque à se demander s'il restait du temps à l'entourage direct du Général pour se consacrer à autre chose qu'à déminer le terrain afin de conserver son intégrité morale au mouvement qu'il avait créé ! Certes, le RPF compta son lot de brebis galeuses, citées dans les scandales que nous avons évoqués et dans d'autres que nous mentionnerons : le député Antoine de Récy, par exemple, condamné à dix ans de travaux forcés dans l'affaire des bons du Trésor d'Arras, ou encore l'ancien commissaire à l'Intérieur de la France libre, André Diethelm, fâcheusement mis en cause dans l'affaire du trafic des piastres... Mais force est de constater que grâce à des hommes comme Soustelle ou Foccart, de Gaulle fut protégé des éclaboussures que n'aurait pas manqué de provoquer une gestion moins rigoureuse de son Rassemblement !

Il n'en reste pas moins que les dossiers que nous avons pu dépouiller renvoient une image désastreuse de la vie politique d'alors...

Objectera-t-on que de tels documents n'éclairent qu'un angle du décor ? Certes, tout comme les dépêches diplomatiques, les éditoriaux politiques, les statistiques économiques ou les chiffres de la démographie, considérés séparément. Mais [...] ces pièces sont essentielles pour saisir l'atmosphère d'une époque dans toute sa complexité. Ces imposteurs qui prennent d'assaut la République pour partir d'un nouveau pied ou pour régler leurs comptes participent d'un pan de l'Histoire longtemps jugé irracontable car trop fragmentaire dans ses sources. Il était temps de s'y atteler." [Extraits des p.41 à 44]

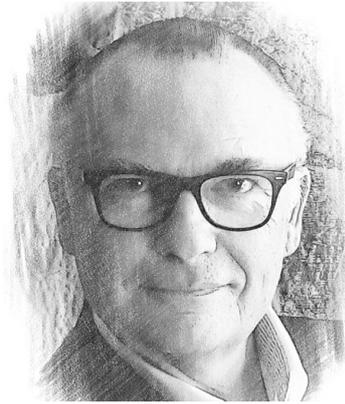
En guise de conclusion...

"L'effondrement de 1940, la clandestinité pour les uns, la Collaboration pour les autres ont pareillement fait sauter tous les verrous ordinaires. On pouvait non seulement tuer "pour la bonne cause" – loi classique de la guerre –, mais aussi corrompre, voler ou torturer. Et chacun dans son camp pouvait être récompensé et même décoré pour cela. S'inventer un passé avait pu contribuer à dompter le présent et, parfois, à rester en vie. Continuer à mentir allait désormais servir à modeler l'avenir, à conquérir le pouvoir puis à le conserver. Voici pourquoi les débuts de la IV^e République, volontiers chassés de nos mémoires autant qu'oubliés des programmes scolaires – si ce n'est pour vanter les mérites de la reconstruction, comme si la France avait été la seule à relever ses ruines ! –, offrent un exemple à méditer. Ils nous disent beaucoup de ce que deviennent les hommes dans les temps de confusion." [Extrait des p.287-288]

BIOGRAPHIE

Né en 1958, Eric Branca est historien de formation et journaliste de profession. Après une maîtrise remarquée sur *de Gaulle et le 18 juin 1940* (Paris IV Sorbonne) sous la direction du professeur Jacques Bariéty, il a, tout en préparant l'agrégation d'Histoire, enseigné à la Corniche militaire de Paris et collaboré à une série de 24 émissions sur la Seconde guerre mondiale pour France Culture. Membre de la Fondation Charles de Gaulle depuis 1978, Eric Branca a participé à l'organisation de plusieurs colloques universitaires autour de l'œuvre du fondateur de la V^{ème} République, parmi lesquels *L'entourage et de Gaulle* (1978), *Approches de la philosophie politique du général de Gaulle* (1980), et *De Gaulle et le tiers-monde* (1983). Il a fait de même pour Michel Debré, dont il a été le collaborateur de 1980 à 1983, et dont il est resté très proche jusqu'à sa mort, en 1996.

Entré à l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles* en 1983, Eric Branca en a dirigé le service politique de 1990 à 2000, avant d'en devenir le rédacteur en chef France (2000-2007) puis le directeur de la rédaction (2007-2015). Parallèlement, il a assuré la chronique politique du mensuel *Spectacle du Monde* (1983-2010) qu'il a dirigé de 2010 à 2014 tout en animant, entre 1989 et 1992, la lettre mensuelle *France-Europe*, consacrée à l'actualité politique communautaire. Il a également collaboré à la revue de l'Institut international de géopolitique de Marie-France Garaud, et donne régulièrement des articles à la revue *Espoir*, éditée par la Fondation Charles de Gaulle. Eric Branca a publié une vingtaine d'ouvrages, parmi lesquels *Le roman de la droite* (Lattès, 1998), deux biographies du général de Gaulle (Molière, 1999 et



PUF, 2010), *De Gaulle et les Français libres* (Albin Michel, 2010), *L'histoire secrète de la droite, 1958-2008* (Plon, 2008) ou encore *3000 ans d'idées politiques* (Chronique 2014), sans oublier plusieurs livres d'entretiens comme *Le suicide de la France*, avec Jacques Vergès et Bernard Debré (Lattès, 2001) ou *Je ne sais rien mais je dirai (presque) tout*, avec l'ancien directeur des Renseignements généraux, Yves Bertrand (Plon, 2007).

Son opus, *L'ami américain, Washington contre de Gaulle, 1940-1969* (Perrin, 2017) a reçu un excellent accueil (voir http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_septembre_2017_Eric_Branca.pdf) et a été réédité en poche (Tempus/Perrin, 24 avril 2022). Fruit d'une patiente recherche dans les archives américaines déclassifiées et de témoignages recueillis depuis près de trente ans auprès des derniers témoins de cette période-clé, cet ouvrage éclaire d'un jour nouveau, la guerre secrète menée par les Etats-Unis pour empêcher l'homme du 18 juin de parvenir au pouvoir et, *in fine*, la France de recouvrer le rang que la Seconde guerre mondiale lui avait fait perdre. A partir de ce livre, Eric Branca a été le conseiller historique du film documentaire d'Emmanuel Amara, *De Gaulle, l'homme à abattre* (2020). Sur ce thème, on se reportera également à son *De Gaulle et les grands* (Perrin, 2020). Eric Branca a également décortiqué les ressorts de la pensée géopolitique du Chancelier du III^e Reich avec *Les entretiens oubliés d'Hitler 1923-1940* (Perrin, 2019) avant de publier *Le roman des damnés* (Perrin, 2021) et *L'aigle et le léopard - Les liaisons dangereuses entre l'Angleterre et le Troisième Reich* (Perrin, 2023).

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé le vieux compagnon de route de *Communication & Influence* qu'est Eric Branca, va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa nouvelle contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo ■ Porto Alegre

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACT

France (Paris) - North America (Toronto)

South America (São Paulo - Porto Alegre)

bruno@comes-communication.com

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action